

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DE RECYCLAGE DES MATERIAUX DE SAVOIE (SRMS)

1385, route du Tremblay
73290 LA MOTTE SERVOLEX

Références : 20220928-RAP-InspCarriereSRMS_Voglans-Georisques
Code AIOT : 0006101678

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement que la société SRMS exploite aux lieux-dits « Aux Fronches, La Perrière »... - 2 bis, rue Centrale à VOGLANS (73420). L'inspection a été annoncée le 22/09/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2021, l'exploitant avait fait connaître son souhait de demander la prorogation de son autorisation d'exploiter le site de la carrière, les opérations de remblayage/remise en état finale du site ne pouvant pas être finalisées à l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, à savoir au 24/07/2022.

Cette demande, reçue au Guichet unique ICPE le 28/10/2021, a fait l'objet d'une demande de compléments de la part du service d'inspection ICPE (service instructeur).

Le 02/09/2022, l'exploitant a transmis un "dossier de demande de prorogation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation" correctif. La visite s'inscrivait dans le cadre de l'instruction de la demande de prorogation susvisée.

L'inspection s'est en premier lieu déroulée en salle puis s'est prolongée par une visite de terrain qui a permis de visualiser les points singuliers sur lesquels l'exploitant devra porter une attention particulière dans le cadre de la demande précitée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société de Recyclage des Matériaux de Savoie (SRMS)
- Lieux-dits « Aux Fronches, La Perrière »... - 2 bis, rue Centrale - 73420 VOGLANS
- Code AIOT : 0006101678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Par arrêté préfectoral du 03/07/2000, l'autorisation d'exploiter le site la carrière de Voglans (carrière alluvionnaire en terrasse de type sables et graviers) a été initialement délivrée à la Société des Carrières et Matériaux de Savoie (SCMS) pour une durée de 10 ans.

Par arrêté préfectoral du 24/07/2017, la société SCMS a été autorisée à renouveler l'exploitation de cette carrière pour une durée de 5 ans (remise en état comprise) et une production maximale de 100 000 tonnes (le gisement résiduel devant être extrait sur une période de 1 à 2 années à l'issue de la reprise d'activité).

Par arrêté préfectoral du 19/06/2019 portant changement d'exploitant, la SARL « Société de Recyclage des Matériaux de Savoie » (SRMS) a été autorisée à se substituer à la société SCMS pour l'exploitation de la carrière.

Dans le cadre du réaménagement prescrit par l'arrêté préfectoral de 2017 (création de risbermes afin d'assurer une stabilité pérenne des terrains), l'exploitant dispose d'une autorisation de remblayage d'environ 350 000 m³ de déchets inertes en provenance de l'extérieur.

Par ailleurs, une activité de station de transit (capacité de stockage de 12 000 m²) est également visée par l'arrêté préfectoral susvisé sous le régime de l'enregistrement.

Enfin, les activités de la carrière sont réglementées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

Les opérations de remblayage du site ont été interrompues fin novembre 2019, à l'initiative de l'exploitant, suite à l'identification de mouvements de terrain. Dans ce contexte, l'exploitant a fait procéder à une étude géotechnique, suivie de travaux de remodelage du massif. Les travaux de remise en état du site (par remblayage) sont, à ce jour, toujours suspendus.

Enfin, l'activité extractive sur le site a été menée à son terme fin septembre 2020.

Au jour de la visite d'inspection, l'autorisation préfectorale d'exploiter est échue depuis l'été 2022 et une demande de prorogation de cette dernière a été déposée par l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Echange portant sur les éléments du dossier de demande de prorogation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/09/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de demande de prorogation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Code de l'environnement , article L. 181-28	/	Sans objet
2	Dossier de demande de prorogation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Code de l'environnement , article R. 181-46	/	Sans objet
3	Dossier de demande de prorogation de l'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Code de l'environnement , article R181-49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, aucune non-conformité n'a été relevée.

Les échanges menés en séance ont mis en lumière un manque de maturité du dossier de demande de prorogation correctif concernant certains aspects (bilan de fonctionnement environnemental...) et conduisent à la nécessité, pour l'exploitant, de déposer dans les meilleurs délais une version modificative de son dossier correctif de demande de prorogation.

Les observations formulées en séance et reprises dans ce rapport d'inspection doivent permettre à l'exploitant de préciser certains attendus réglementaires de son dossier de demande de prorogation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 181-28
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de demande de prorogation de l'autorisation d'exploiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations dont l'exploitation pour une durée illimitée créerait des dangers ou inconvénients inacceptables pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, du fait d'une utilisation croissante du sol ou du sous-sol, l'autorisation fixe la durée maximale de l'exploitation ou de la phase d'exploitation concernée et, le cas échéant, le volume maximal de produits stockés ou extraits, ainsi que les conditions du réaménagement, de suivi et de surveillance du site à l'issue de l'exploitation.
Constats : Les échanges tenus en séance concernant les éléments du dossier correctif transmis par l'exploitant le 02/09/2022 ont montré qu'il subsistait encore des interrogations quant à la durée de prorogation sollicitée dans le dossier précité (pour rappel, 2 ans à compter du 24/07/2022) compte tenu des volumes de déchets restant à admettre sur site en vue de finaliser la remise en état telle que prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de juillet 2017. Pour mémoire, seuls environ 32 000 m3 de déchets ont été admis sur les 350 000 m3 prévus par le dossier de demande d'autorisation, avant la suspension des opérations de remblayage intervenue en 2019. De fait, il reste à ce jour de l'ordre de 580 000 tonnes (soit environ 320 000 m3) de déchets inertes à admettre sur le site.
Observations : En séance, il avait été demandé à l'exploitant de confirmer les éléments du dossier déposé en septembre 2022 concernant la durée de prorogation sollicitée. Le 16/11/2022, l'exploitant a déposé au guichet unique ICPE une version modificative de son dossier du 02/09/2022 dans laquelle il confirme cependant la durée sollicitée initialement, soit jusqu'au 24/07/2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/07/2017, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de demande de prorogation de l'autorisation d'exploiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

<p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des volumes importants de déchets inertes restant à admettre sur le site pour finaliser les opérations de remise en état finale, il a été demandé en séance à l'exploitant de préciser l'incidence de son projet sur le trafic routier local afin de juger de la substantialité ou non de cette évolution et ce, compte tenu de la courte durée de prorogation d'autorisation d'exploiter sollicitée (inférieure à 2 ans).</p> <p>A ce titre, le dossier déposé en septembre 2022 nécessitait d'être complété.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le dossier de demande modificatif déposé par l'exploitant le 16/11/2022 comporte un volet plus approfondi des incidences du projet sur le trafic routier.</p> <p>L'examen du dossier de demande susvisé, qui sera conduit prochainement par le service d'inspection ICPE, permettra de statuer sur la substantialité ou non de la demande portée par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Réglementation générale

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 181-49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des résultats de mesures</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.</p> <p>La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.</p> <p>Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier initial de demande de prolongation de l'autorisation (environnementale) d'exploiter a été notifiée au préfet par le bénéficiaire en octobre 2021. Malgré une non-recevabilité (à ce jour) de ce dossier assortie d'une demande de compléments, le délai des six mois minimum avant la date</p>

d'expiration de cette autorisation, tel que prescrit, a bien été respecté.

Cependant, l'article susvisé dispose par ailleurs que la demande doit notamment présenter les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation.

L'examen du dossier de demande correctif déposé par l'exploitant en septembre 2022 a montré que ces éléments sont absents du dossier du pétitionnaire.

Par courriel du 09/11/2022, le service d'inspection ICPE a rappelé à l'exploitant la nécessité de compléter son dossier sur ces aspects (bilan du fonctionnement de l'activité, synthèse des mesures de surveillance...).

Or, le dossier correctif (seconde version) déposé par l'exploitant le 17/11/2022 auprès du guichet unique ICPE ne présente aucun bilan de fonctionnement des activités du site au regard des attendus réglementaires de l'arrêté préfectoral du 24/07/2022 ainsi que de l'arrêté ministériel "Carrières" du 22/09/1994 (modifié).

Observations :

L'exploitant est invité à compléter, dans les meilleurs délais, son dossier de demande de prorogation de l'autorisation d'exploiter au regard des attendus réglementaires de l'article R. 181-49 susvisé.

Depuis le 24/07/2022 et dans l'attente de l'instruction finale de la présente demande de prorogation, l'exploitant n'est plus autorisé à admettre de déchets inertes sur son site et ce, jusqu'à l'obtention d'un arrêté préfectoral prorogeant la durée d'autorisation d'exploiter des activités ICPE sollicitées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet